



Déclaration liminaire au conseil d'Administration de VNF le 15 octobre 2019

Béthune le 15 octobre 2019.

Monsieur le président du Conseil d'Administration,
Madame la Commissaire du gouvernement,
Mesdames , Messieurs les Administrateurs,

Avec l'incendie de l'usine classée Séveso seuil haut de l'Ubrizol à Rouen, l'actualité rappelle à la réalité les choix politiques de ce gouvernement et de gouvernements précédents. Au prétexte de libérer les entreprises de les rendre plus agiles, le gouvernement en oublie de protéger les populations. Les préfets qui ont les pleins pouvoirs localement, sont plus enclins à protéger les entreprises que les citoyens, et cela ne peut que nous conduire vers des catastrophes, des ACEL pour les initiés « des accidents catastrophiques à effets limités »... Nous sommes dans l'aire du mensonge, du mensonge d'État, lequel s'abaisse à la même stratégie de communication que celle déployée lors de l'accident de Tchernobyl ou de Fukushima. Laisant les habitants de Rouen dans le désarroi et la stupeur alors que les médecins font remonter des informations sur les symptômes inquiétants constatés parmi leurs patients exposés aux fumées toxiques.

Le gouvernement se gargarise d'une hausse des crédits liés à l'environnement de 800 millions d'euros, soit 0.03% du PIB, une goutte d'eau bien utile pour communiquer. C'est 2 fois moins que l'augmentation du budget de la défense (1.7 milliards), et cela s'accompagne de suppressions de postes au ministère de l'environnement (jusqu'à 5000 à horizon 2022). C'est une augmentation de crédits **40 fois inférieure** à ce que recommandent la plupart des experts qui estiment à **30 milliards par an** les besoins pour respecter les accords de Paris. Le gouvernement a le sens des priorités.

Pour ce qui nous concerne directement, la création de la DIMOA est de très mauvais augure, car c'est le devenir des Unités Territoriales d'Itinéraire qui est posé, et dans un futur proche celui des Directions Territoriales. Elles risquent en effet d'être bientôt réduites à de simples coquilles vides avant de disparaître. Toujours la même rhétorique, toujours les mêmes méthodes. Réorganiser pour réduire les effectifs . Depuis la création de l'EPA,VNF, c'est 20% des postes qui ont été supprimés de plus de 5 000 en 2012 à 4 000 en 2018 avec pour seule contrepartie la dégradation des niveaux de service. Alors que les effets des changements climatiques se font de plus en plus importants, VNF nage à contre courant. Cela est incompréhensible tant c'est en décalage avec les vœux de nos concitoyens. Alors que les besoins sont immenses que les ressources sont là, tant sur le volet des personnels, des compétences, du réseaux et des installations, VNF s'emploie chaque jour qui passe à tout démanteler. Les mots sont forts, ils sont à la hauteur des enjeux.

La direction générale poursuit les réformes de l'établissement sans consacrer le temps nécessaire à la concertation et à l'écoute des représentants du personnel. La mise en place de la Direction de

l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA) va concentrer la maîtrise des investissements et l'exécution des travaux au niveau du siège. Pour les directions territoriales le retrait de cette mission menace leur l'existence. Comme par le passé, pour d'autres structures, les Unités Territoriales d'Itinéraires (UTI) nées par fusion des ex subdivisions. Après avoir concentrer les lieux de décision par itinéraire faisant croire au passage à un progrès, à plus d'efficacité, les activités sont cloisonnées ce qui déstructure les collectifs de travail en séparant les missions, les effectifs sont réduits ce qui limite les résistances, la réorganisation génère la baisse des niveaux de service. Pour les personnels c'est la phase où ils sont en contradiction entre leurs convictions, l'image qu'ils ont de leur mission et la réalité du travail confié.. Ceci finit par briser les plus résistants. Enfin les missions sont transférées ici au siège, là pour l'exploitation aux collectivités, la maintenance est vouée à être elle aussi externalisée. Tout cela vous le savez déjà puisque le même schéma a lieu dans les autres EP tel Météo France, le Céréma, l'IGN, et même dans les autres ministères.

Le plus dévastateur pour l'avenir de l'établissement étant l'arrêt de navigation sur certains canaux dans les années à venir ou l'abandon de la mission d'exploitation. Alors même que le Président Macron dit avoir entendu les défenseurs de l'environnement. Nous le rappelons ici, le progrès environnemental impose le progrès social. C'est en tout cas ce qui est dit dans le dernier rapport du GIEC.

Mr le président lors de votre audition au sénat ou à l'assemblée vous avez bien évoqués qu'il n'y aurait pas de dé navigation et qu'il fallait garder les canaux en état de fonctionnement.

Même si le budget est en hausse cette année, nous sommes encore bien loin des besoins annuels de 240 millions d'euros préconisé par le rapport sénatorial de 2015 des sénateurs Grignon et Rome, chiffre que vous avez réitéré devant les assemblées parlementaires.

Comment pensez-vous parvenir à avoir le budget nécessaire ou voulez-vous déléguer le financement de la mission d'exploitation aux collectivités ?

Dans le nouveau cap fixé par VNF et dans les séminaires managériaux il est clairement indiqué : **Qu'il va falloir adapter les niveaux de service du réseau**, donc un abandon des canaux « non rentable » sans fret avec certains qui seront fermés sur plusieurs mois. Déléguer l'exploitation des canaux où il passe que des plaisanciers aux collectivités avec des CDD en emploi précaire rémunérés par les collectivités en lieu et place de personnels sous statuts de l'État.

Qu'il va falloir moderniser le réseau, est-ce par des contrats avec les collectivités que cette modernisation va se faire, sachant que le budget seul de l'établissement ne permettra pas cette modernisation?

Qu'il va falloir Optimiser l'organisation (maintenance-exploitation-gestion hydraulique) Pour vous n'est-ce pas la façon la plus simple de répondre à la demande du ministère de baisser les effectifs ?

Pouvez-vous nous donner le nombre d'effectifs de l'établissement pour les trois années à venir, alors que le MTES annonce 5000 suppressions supplémentaires d'emplois à l'horizon 2022 ? Comment vous allez gérer l'établissement avec moins de personnel et sans avoir pu faire la

modernisation faute de crédits suffisants.

Est ce que vous avez connaissance que des agents dont leur service a été réorganisé, sont aujourd'hui totalement abandonnés. Depuis plusieurs mois, sans mission, sans tâche, sans outil pour travailler

Toutes ses interrogations et toutes ses craintes sont bien perçues par les personnels. Nous retrouvons cela dans le bilan social de VNF ou seulement 33% des personnels ont répondu à l'enquête.

Et à la question 18 qui était : « De manière générale, diriez-vous que les évolutions de VNF vont plutôt dans le bon sens, plutôt dans le mauvais sens ou ni l'un ni l'autre ? »

66 % plutôt dans le mauvais sens

12 % plutôt dans le bon sens

21 % ni l'un ni l'autre

Les personnels sont très inquiets, inutile de faire de la pédagogie, ils ont bien compris où on les emmène.

Les administrateurs CGT

Thierry Noisette

&

Olivier Mougeot